

# Maternelle 4 ans: «On n'est pas capables»

---

## Suzanne Colpron

La Presse

Annoncée par le gouvernement caquiste, la création de 220 classes de maternelle 4 ans au Québec pour la prochaine rentrée scolaire est une mission impossible dans la région de Montréal, faute de locaux et d'enseignants.

«On n'a même pas la capacité d'accueillir la clientèle existante. Comment voulez-vous qu'on crée de nouveaux groupes?», demande Gina Guillemette, de la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB), la deuxième en importance au Québec après la Commission scolaire de Montréal (CSDM).

«On n'est tout simplement pas capables», ajoute Louise Lortie, présidente de la Commission scolaire de Laval. «Notre clientèle est trop grande. On ne fournit pas. Il faut déjà trouver 22 locaux pour septembre 2019 à cause de l'indice de défavorisation.»

«On a une augmentation du nombre d'enfants de 5 ans», fait valoir, de son côté, Catherine Harel Bourdon, présidente de la CSDM. «La question à poser au gouvernement, c'est : est-ce qu'on va avoir 220 enseignants de plus que le nombre dont on a besoin pour combler les besoins des enfants de 5 ans?»

La réponse est unanime: «Les besoins ne peuvent pas être comblés demain matin», dit Robert Gendron, directeur général de la CSDM.

## 220 classes pour la prochaine rentrée

En entrevue avec *La Presse* plus tôt cette semaine, le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge, a annoncé qu'il prévoyait mettre sur pied environ 220 classes de maternelle 4 ans pour la prochaine rentrée scolaire au Québec, deux fois plus que l'an dernier.

Son parti s'est engagé à étendre à l'ensemble de la province la maternelle 4 ans d'ici cinq ans. Actuellement, seuls 6% des enfants ont accès à la prématernelle.

«L'intention est bonne, dit Robert Gendron, directeur général de la Commission scolaire de Montréal. Toutes les études le démontrent : il faut commencer le plus tôt possible pour faire du dépistage et pour développer les habiletés des enfants. Mais dans le contexte actuel, la réalisation est plus difficile.»

Les écoles ont déjà du mal à trouver de l'espace pour répondre aux besoins de la clientèle actuelle qui grossit d'année en année en raison des projets immobiliers et de l'immigration. La Commission scolaire de Laval vient d'acheter six chalets

usinés qu'elle a fait transformer en classes pour loger les nouveaux élèves de l'école de l'Avenir, dans le quartier Chomedey. Une école conçue pour 600 élèves et qui en accueille 785.

Prix payé pour ces six maisons : 940 000 \$, ce qui inclut la construction et les frais de raccordement à l'école de l'Avenir. Elles pourraient, un jour, être déplacées, retransformées en chalet et vendues.

«L'avantage de ces maisons, c'est aussi qu'elles sont empilables, indique M<sup>me</sup> Lortie. On peut construire des deuxièmes étages. Mais encore là, ça prend des toilettes, des escaliers, des sorties de secours... Actuellement, notre capacité d'ouvrir de nouvelles classes, c'est zéro. On est prêts à le faire, mais ça coûte des sous.»

### **Manque d'espace et pénurie d'enseignants**

À la Commission scolaire de Montréal, 51 classes modulaires ont été ajoutées pour répondre à la demande, cette année. Et plusieurs autres sont en commande pour l'an prochain.

La commission scolaire Marguerite-Bourgeoys a fait le calcul. Pour offrir 5000 classes de prématernelle au Québec dans cinq ans, comme le veut le premier ministre Legault, elle va devoir trouver 300 locaux. «Ça représente, pour notre seule commission scolaire, l'équivalent de 15 écoles primaires», dit M<sup>me</sup> Guillemette.

Et comme si le manque d'espace n'était pas suffisant, les écoles doivent aussi jongler avec la pénurie d'enseignants. Ailleurs au Québec, où l'espace ne manque pas, le nombre d'enfants de 4 ans est souvent insuffisant pour remplir une classe. Mais les enseignants se font tout aussi rares.

Pour la Fédération des commissions scolaires du Québec, la création de classes de maternelle 4 ans ne fait tout simplement pas partie des priorités. «Ce n'est pas une demande du milieu scolaire», précise Caroline Lemieux, directrice des communications. «L'offrir dans les milieux défavorisés, ça, oui, on est d'accord. Mais la rendre obligatoire pour tout le monde, non.»

M<sup>me</sup> Lemieux se questionne par ailleurs sur le nombre de 220 classes annoncé par le ministre Roberge pour l'an prochain. «D'où vient ce chiffre? demande-t-elle. La Fédération n'a pas été consultée. Même si on n'est pas d'accord avec l'objectif du gouvernement, on est prêts à travailler avec lui, mais il faut qu'il nous consulte. On connaît nos besoins.»

Partager 1,4 K

Tweeter

La liste:-1:liste; la boite:219:box; tpl:html.tpl:file  
© La Presse (2018) Inc. Tous droits réservés.